

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 13/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE D'EXPLOITATION DES DISTILLERIES REMY PIRON**

403 rue des distilleries  
16130 Angeac-Champagne

Références : 2026\_191\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007205609

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement SOCIETE D'EXPLOITATION DES DISTILLERIES REMY PIRON implanté 403 rue des distilleries 16130 Angeac-Champagne. L'inspection a été annoncée le 29/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection est faite dans le cadre du recollement à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale délivré le 20/01/2025 visant à l'augmentation de la capacité de stockage d'alcools de bouche de la Distillerie Remy Piron par la construction de 2 nouveaux chais "Est" et "ouest" de 500 m<sup>3</sup> chacun.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES DISTILLERIES REMY PIRON
- 403 rue des distilleries 16130 Angeac-Champagne
- Code AIOT : 0007205609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 20/01/2025 à exploiter:

- des stockages d'alcools de bouche d'une capacité maximale de stockage de 2 299 m<sup>3</sup>

Il est classé sous la rubrique 4755 sous le régime de l'autorisation

- deux distilleries séparées composées de 8 alambics (distillerie 1) et de 4 alambics (distillerie 2) de capacité de charge totale de 300 hl et une capacité de production de 181 hl/j d'alcool pur.

Il est classé sous la rubrique 2250 sous le régime de l'Enregistrement.

- une installation de préparation et de conditionnement de vin d'une capacité annuelle de production de 19697 hl.

Il est classé sous la rubrique 2251 sous le régime de la Déclaration.

- une tour aéroréfrigérante d'une puissance thermique de 1463 kW.

Il est classé sous la rubrique 2921 sous le régime de la Déclaration Contrôle.

Les vinasses sont traitées par une station d'épuration interne et les effluents épurés sont utilisés pour l'irrigation d'une peupleraie.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des stocks et contenants autorisés	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.1 et 1.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Gestion des rétentions et des stockages associés	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article III art 6.4.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Station d'épuration des effluents de process	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.4, 4.4.4, 7.2.2 et 7.2.6.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois
8	Irrigation des effluents	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 7.2.4 et 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Pompes	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
11	Comportement au feu des chais	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Events réservoirs métalliques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
13	Capacités de rétentions particulières des chais	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.4 et 6.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
16	Local distillateur	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article II art 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Vérifications périodiques des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.7.2	Sans objet
4	Foudre	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.6	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.7.2 et 6.2.4	Sans objet
9	Accès et contrôle	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.1.2 et 6.2.2	Sans objet
14	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.7.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater la difficulté pour l'exploitant de sortir un état des stocks conforme à l'arrêté préfectoral du 20/01/2025 en termes de nombre, de volume et de libellé des chais.

Des justificatifs sont demandés à l'exploitant concernant la présence de chais sur l'état des stocks non autorisés dans l'arrêté préfectoral ainsi que l'écart entre le volume de stock de vins donné sur site et celui transmis par mail suite à l'inspection.

Des justificatifs et des mesures d'actions correctives sont, en outre, demandées à l'exploitant sur les sujets suivants:

- risque ATEX
- la station d'épuration des effluents de process
- l'irrigation des effluents
- les pompes
- le comportement au feu des chais
- les événements
- les capacités de rétentions interne des chais
- les aires de chargement/déchargement
- le local des distillateurs

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à M. Le Préfet sur la gestion des rétentions internes et des stockages associés ; l'exploitant n'ayant pas établi plan d'intervention précisant les moyens mis en œuvre et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie en cas de débordement, vers le milieu naturel notamment, de la rétention interne des chais D2-A, D2-B, D9, 05, 06, 03/04, A1, A2, A3, A4 et A6.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des stocks et contenants autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.1 et 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  * <u>Rubrique 4755:</u> Régime Autorisation - Chai A1 : 151 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts et tonneaux bois - Chai A2 : 136 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts et tonneaux bois - Chai A3 : 140 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts, tonneaux bois et cuves inox - Chai A4 : 140 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts et tonneaux bois - Chai A6 : 122 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts, tonneaux bois et cuves inox - Chai D2-A : 157 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Cuves inox - Chai D2-B : 97 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Cuves inox - Chai D9 : 177 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Cuves inox - Chai 03/04 : 34 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts bois et cuves inox - Chai 05 : 80 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts et tonneaux bois - Chai 06 : 65 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts bois - <u>Chais nouveaux:</u> * Chai Ouest : 500 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts, tonneaux bois et cuves inox * Chai Est : 500 m <sup>3</sup> de capacité maximale de stockage: Fûts, tonneaux bois et cuves inox  <b><u>soit</u></b> une QSP totale de 2299 m <sup>3</sup>

\* **Rubrique 2250:** Régime Enregistrement

- Distillerie 1: 8 alambics de 25 hl
  - Distillerie 2: 4 alambics de 25 hl
- soit une capacité de charge totale de 300 hl et 180 hl d'AP/j

\* **Rubrique 2251:** Régime Déclaration

- Cuves extérieures (cuves n°21 à 37): cuves acier, fibres et inox: 18 515 hl de capacité maximale
  - Cuves dans la distillerie (cuves 1001 à 1012 + cuve charge vins): cuves béton enterrées, inox et acier: 1182 hl de capacité maximale
- soit** un volume total autorisé de 19697 hl/an

**Constats :**

\* **Rubrique 4755:**

Par mail du 16/01/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection un tableau avec une dénomination des chais différente de celle de l'arrêté préfectoral rendant impossible sa compréhension et son adéquation avec l'AP du 20/01/2025.

Sur site, l'inspection demande un état des stocks total et par chai.

L'exploitant nous informe que les chais nouveaux dénommés "Est" et "Ouest", ne sont pas construits et ne le seront pas dans les années à venir au vu de la conjoncture du moment de la filière Cognac.

L'exploitant présente un état des stocks à l'inspection d'un total de 17 062,01 hl soit 1706,20 m<sup>3</sup> comprenant 4 chais (A5 chai puits d'Angeac, D4 chai remy piron, D5 chai les métairies et D6 chai le reard) non autorisés dans l'AP du 20/01/2025.

Par mail du 30/01/2026, l'exploitant transmet à l'inspection le tableau suivant , par chai avec leur dénomination interne, de leur stock d'eau de vie conformément aux prescriptions définies dans l'AP du 20/01/2025.

	Dénomination	Volume autorisé sur AP en m <sup>3</sup>	Stock réel en m <sup>3</sup>
CHAI A1	Les Reigniers	151	65,18
CHAI A2	Les Reigniers	136	62,08
CHAI A3	Les Reigniers	140	70,62
CHAI A4	Les Reigniers	140	72,64
CHAI A6	Chai Tilleul	122	68,61
CHAI D2-A	Les Reigniers BP Distillerie	157	57,38
CHAI D2-B	Les Reigniers BP Distillerie	97	45,25

CHAI D9	Réserve climatique	177	101,54
CHAI 03/04	Chabane /Réserve clim	34	20,52
CHAI 05	Chabane petite porte	80	43,35
CHAI 06	Chabane grande porte	65	40,74
		<b>TOTAL</b>	<b>647,91</b>

L'état des stocks ainsi présenté par chai et dans sa totalité est donc conforme à l'AP du 20/01/2025.

Toutefois, une interrogation demeure quant aux chais A5 "puits d'Angeac", D4 "remy piron", D5 "les métairies" et D6 "le reard" qui font à priori partie de la Distillerie Rémy Piron mais qui ne sont pas autorisés dans l'AP du 20/01/2025.

**\* Rubrique 2250:**

L'inspection constate la présence de 2 distilleries conformes en nombre, en capacité des alambics et en capacité de charge totale à l'AP du 20/01/2025.

**\* Rubrique 2251:**

Par mail du 16/01/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection un tableau ne mentionnant pas l'état des stocks de vins du site.

Sur site, l'inspection demande un état des stocks de vins à date.

L'exploitant nous présente un document mentionnant un état des stocks total de 20 761,9 hl soit un volume supérieur à celui autorisé dans l'AP du 20/01/2025.

Par mail du 30/01/2026, l'exploitant transmet à l'inspection le tableau suivant, de leur stock de vins conformément aux prescriptions définies dans l'AP du 20/01/2025.

n° de cuve	Localisation	Capacité maxi en hL	Volume réel en hL
21	Extérieur	2106	0
38	Extérieur	2102	2042
23	Extérieur	1251	1248
24	Extérieur	1248	600
25	Extérieur	817	140
26	Extérieur	817	817

27	Extérieur	2003	0
28	Extérieur	1016	1016
29	Extérieur	1258	1257,8
30	Extérieur	1259	1258
31	Extérieur	613	612
32	Extérieur	613	611,4
33	Extérieur	601	441
34	Extérieur	601	563,6
35	Extérieur	601	0
36	Extérieur	601	600
37	Extérieur	1008	907
I001	Distillerie	44	0
I002	Distillerie	25	0,73
I004	Distillerie	129	0
I005	Distillerie	124	0
I006	Distillerie	165	5,07
I007	Distillerie	50	0
I008	Distillerie	138	0
I009	Distillerie	168	0
I010	Distillerie	23	5,8
I011	Distillerie	8	0
I012	Distillerie	8	0
Cuve Charge vins	Distillerie	300	300

Soit un total de 12425,40 hl



L'état des stocks de vins ainsi présenté par cuves et dans sa totalité est donc conforme à l'AP du 20/01/2025.

Toutefois, une interrogation demeure quant au volume présenté sur site et supérieure à celui autorisé dans l'AP du 20/01/2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de:

- tenir de manière précise et rigoureuse un registre de suivi de l'état des stocks d'eau de vie et de vins
- l'informer à quelle ICPE sont rattachés les chais A5 "puits d'Angeac", D4 "remy piron", D5 "les métairies" et D6 "le reard" qui sont à date inconnus de l'inspection
- lui expliquer l'écart entre le volume de stock de vins donné sur site et celui transmis par mail suite à l'inspection

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Vérification périodique des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

\* Concernant la vérification périodique des installations électriques des chais et distilleries:

Par mail du 16/01/2026, l'exploitant transmet à l'inspection le rapport de vérification périodique des installations électrique du 14/11/2025 établi par l'organisme Bureau Véritas.

9 observations apparaissent sur ce rapport dont certaines datant de 2012.

L'exploitant indique à l'inspection qu'un plan d'actions est en cours de rédaction mentionnant notamment les dates opérations de maintenance réalisées.

Il explique procéder à la réalisation des travaux soit en interne soit par une société extérieure.

\* Concernant le risque ATEX:

Le rapport indique la mention suivante:

" lors de notre vérification, nous avons constaté la présence d'emplacements ou de locaux potentiellement à risque d'explosion. Vous êtes dans l'obligation de réaliser la mission d'évaluation du risque ATEX "

L'inspection demande à l'exploitant de lui présenter le Document relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE).

Ce dernier indique ne pas l'avoir réalisé faute de connaissance de cette réglementation.  
Il indique, néanmoins, avoir réalisé en 2020 un plan des zones à risques.  
Sur le terrain, l'inspection constate l'absence d'affichage des zones à risques ATEX.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

\* Concernant la vérification périodique des installations électriques des chais et distilleries:

L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier de la levée de la totalité des observations présentes sur le rapport de vérification des installations électriques.

\* Concernant le risque ATEX:

L'inspection demande à l'exploitant de:

- réaliser le DRPCE et de lui en transmettre une copie
- communiquer le DRPCE à l'organisme vérificateur lors de la prochaine vérification périodique
- lui transmettre une copie du plan des zones à risques du site
- réaliser un affichage des zones à risques ATEX

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Vérifications périodiques des extincteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Extincteurs

**Prescription contrôlée :**

Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Extincteurs	Annuelle
-------------	----------

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection une facture mentionnant la vérification périodique des 41 extincteurs et 6 RIA présents sur le site réalisé par PREFEU en date du 16/10/2025.

Aucune observation n'est formulée.

L'exploitant indique, en outre, que les distillateurs et ouvriers des chais ont tous bénéficié d'une formation à la manipulation des extincteurs le 8/07/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre prévues à la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente à l'inspection l'Analyse du risque Foudre (ARF) réalisée le 17/03/2022 et concluant à la nécessité de mettre en place des dispositifs foudre sur le site. Une vérification visuelle a été faite le 27/10/2025 par le Bureau Véritas: aucune observation n'est formulée. Sur site, l'inspection constate que les compteurs foudre sont à zéro.  <u>Dans le cas où les chais Est et Ouest, objet de l'extension sollicitée ayant conduit à l'AP de janvier 2025, seraient construits, il conviendrait au préalable de mettre à jour les études foudre du site pour définir le cas échéant, les protections complémentaires à mettre en œuvre sur le sujet.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.7.2 et 6.2.4	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :	
Système de détection incendie	Semestrielle
Dispositifs de désenfumage	Annuelle
<b>Désenfumage:</b> Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés, en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées à l'exception des chais existants. La surface utile du dispositif de désenfumage est au moins égale à 1/300 de la surface au sol des distilleries. Chaque exutoire ne peut être inférieur à 1 m <sup>2</sup> (non comprises les surfaces fusibles). Un DENFC d'au moins 1 m <sup>2</sup> si la surface du chai au sol est inférieure à 300 m <sup>2</sup> est installé dans chacun des chais. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique... ...Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du local. L'action	

d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local...

**Constats :**

**\* Concernant l'alarme incendie:**

L'exploitant indique à l'inspection que des vérifications visuelles sont réalisées en interne sur l'ensemble du site selon une périodicité semestrielle.

Cette vérification est accompagnée d'essais et d'exercices d'évacuation (2/an).

**\* Concernant les dispositifs de désenfumage:**

L'inspection a constaté que les trappes de désenfumage du site ont été vérifiées le 16/10/2025 par l'organisme PREFEU.

Aucune observation n'est formulée.

Sur site, l'inspection a constaté la présence de:

- 1 DENFC installé en partie haute d'au moins 1 m<sup>2</sup> pour les chais dont la surface au sol est inférieure à 300 m<sup>2</sup> soit la totalité des chais du site; les chais "Est" et "Ouest" d'une superficie de 500 m<sup>2</sup> chacun n'étant pas construits.
- dispositifs d'évacuation des fumées sont tous à commandes manuelles et automatiques
- une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du local

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Gestion des rétentions et des stockages associés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article III art 6.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, eaux d'extinction d'incendie

**Prescription contrôlée :**

...En cas de débordement Angeac-Champagne, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte :

- à la propriété des tiers,
- à des bâtiments habités ou occupés par des tiers,
- à la mise en œuvre des moyens de secours (dont les points d'eau),
- à un réseau souterrain public,
- à d'autres installations de stockage de matières combustibles ou inflammables.

L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie **et permettant de respecter ces objectifs**. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention. Ce plan est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**. Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercices, au minimum une fois par an.

Dans le cas où ce plan prévoit des moyens nécessitant de nouveaux travaux et aménagements (modifications des points de débordement des rétentions, aménagements de réseaux, voiries ou fossés, etc.), l'exploitant transmet à l'inspection un calendrier de déploiement des moyens retenus (ce dernier ne devra pas excéder **12 mois à compter de la notification du présent arrêté**).

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer à l'inspection comment sont canalisés les eaux d'extinction en cas de débordement de la rétention interne des chais D2-A, D2-B, D9, 05, 06, 03/04, A1, A2, A3, A4 et A6.

Dès lors, en l'absence de maîtrise des écoulements des eaux d'extinction, les effluents risquent de porter atteinte à :

- la propriété des tiers,
- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,
- la mise en œuvre des moyens de secours (dont les points d'eau),
- un réseau souterrain public,
- d'autres installations de stockage de matières combustibles ou inflammables.

L'exploitant indique, en outre, ne pas avoir établi un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie et permettant de respecter les objectifs susvisés.

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan devait être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours **sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**L'inspection demande à l'exploitant de:

- établir un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie en respectant les objectifs définis au III de l'article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral du 20/01/2025
- lui transmettre ce plan dans un délai de 3 mois
- au cas où ce plan prévoit des moyens nécessitant de nouveaux travaux et aménagements, lui transmettre un calendrier de déploiement des moyens retenus

Un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé en ce sens à M. Le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Station d'épuration des effluents de process**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.4, 4.4.4, 7.2.2 et 7.2.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, STEP

**Prescription contrôlée :****\* Consistance des installations autorisées:**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Bassin tampon à vinasses	Bassin tampon de 150 m <sup>3</sup> en amont du bassin à vinasse de la STEP
--------------------------	---

Station d'épuration des effluents de process	<ul style="list-style-type: none"><li>• (Bassin de stockage tampon amont de 150 m<sup>3</sup>)</li><li>• Bassin de traitement : 5860 m<sup>3</sup> utiles</li><li>• Ensemble d'aération : 5 x 13,5 kW + 2 turbines de 15 kW</li><li>• Regard d'alimentation avec 2 pompes : 2 x 2 kW</li><li>• Filtres plantés de roseaux : 4 x 400 m<sup>2</sup></li><li>• Regard de mise en charge avec une pompe : 0,75 kW</li></ul>
--	---

**\* Points de rejet:**

Points de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3 - Eaux épurées en sortie de STEP interne
Coordonnées (Lambert 93 - RGF 93)	X : 442 203,40 m - Y : 6 506 017,40 m
Nature des effluents	Vinasses de distillation et eaux de lavage
Traitement avant rejet	STEP interne
Exutoire du rejet	Milieu naturel par épandage sur des parcelles agricoles (peupleraies)
Milieu naturel récepteur	Parcelles agricoles (peupleraies)

**\* Fréquences et modalités de surveillance de la qualité des rejets:**

<b>Paramètres</b>	<b>Périodicité de la mesure</b>
Substances définies à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé	Une analyse complète avant irrigation par un laboratoire agréé

Substances de l'article 42 de l'arrêté du 14 janvier 2011 susvisé	Un suivi trimestriel
Cu	Un suivi mensuel
pH	En continu sur toute l'année

**\* Aménagement des points de prélèvements:**

Deux points de prélèvement d'échantillons sont mis en place, l'un en amont et l'autre en aval de la station, en sortie des lits de roseaux.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité et faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**\* Concernant la consistance des installations autorisées:**

L'inspection a constaté sur site les éléments suivants:

- le bassin tampon à vinasses, situé à côté de la TAR, a une capacité de 150 m<sup>3</sup>
- il est situé en amont du bassin à vinasse de la STEP et, plus précisément, à côté de la TAR
- le bassin de traitement a une capacité de 5860 m<sup>3</sup> utiles
- la station d'épuration des effluents de process est composée de:
  - un ensemble d'aération : 5 x 13,5 kW + 2 turbines de 15 kW
  - un regard d'alimentation avec 2 pompes : 2 x 2 kW
  - filtres plantés de roseaux : 4 x 400 m<sup>2</sup>
  - un regard de mise en charge avec une pompe : 0,75 kW

La consistance des installations sur site est donc conforme à celle autorisée dans l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.

**\* Concernant le point de rejet:**

L'inspection a constaté sur site les éléments suivants:

- le point de rejet des eaux épurées en sortie de STEP se situe au point N°3
- les effluents sont constitués de vinasses de distillation et des eaux de lavage
- le rejet vers le milieu naturel se fait via un réseau souterrain irriguant une peupleraie située sur 4 parcelles agricoles

Le point de rejet vers le milieu récepteur est donc conforme à celui autorisé dans l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.

**\* Concernant la fréquence et les modalités de surveillance de la qualité des rejets:**

L'exploitant indique à l'inspection les éléments suivants:

- un programme de surveillance des rejets a été mis en place en interne et réalisé par Mme Jugelé. Cette surveillance concerne uniquement la teneur en cuivre.

Les analyses, faites mensuellement au point de prélèvement N°3 à l'aide de bandelettes spécifiques, concluent toutes à l'absence de cuivre dans les rejets.

Néanmoins, au regard du II de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2/2/1998, cette méthode d'analyse ne permet pas de réaliser des mesures fiables.

Elle n'est donc pas une méthode normalisée de référence, l'analyse devant être faite sur un échantillon représentatif sur une durée de 24h (article 63 de l'AMPG du 14/01/2011)

- les autres analyses (substances définies à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé, substances de l'article 42 de l'arrêté du 14 janvier 2011 susvisé et pH) sont réalisées par la société SAVEA avec laquelle la Distillerie Remy Piron a signé une convention lui laissant la gestion de la STEP.

Pour l'année 2025, la société SAVEA a réalisé 5 analyses et 1 en 2026 en date du 6 janvier.

- un rapport annuel de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses est réalisé tous les ans par la société SAVEA.

L'exploitant communique, le jour de la visite, à l'inspection celui correspondant à la campagne 2025.

Ce rapport détaille la nature des visites réalisées sur site ainsi que les maintenances apportées à la STEP.

Il précise, en outre, les éléments suivants:

- \* le volume estimé d'eau épurée rejetée sur l'année est de 6830 m<sup>3</sup>. Ce volume tient compte des eaux de pluie et de l'évaporation dans le bassin.

- \* le temps de fonctionnement mensuel des aérateurs montrant des pics de temps de marche au 1er trimestre et au mois de décembre.

- \* les résultats des analyses des prélèvements instantanés en sortie ( pH, DCO, DBO5 et MES) concluant tous à leurs conformités aux normes de rejet.

- \* les résultats des valeurs pH mesurées jugés correctes; les valeurs de sortie étant comprises entre 7,6 et 8,2.

L'inspection constate, néanmoins, que l'exploitant n'a jamais transmis ce rapport au service des installations classées et, ce, contrairement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.

L'inspection rappelle, en outre, à l'exploitant son obligation d'établir et de lui transmettre, avant le 31/12/2026, un bilan basé sur le retour d'expérience des 10 premières années d'exploitation de la STEP et d'irrigation de la peupleraie.

**- Concernant les aménagements des points de prélèvements:**

L'inspection constate sur site de:

- \* la mise en place de 2 points de prélèvements d'échantillons l'un en amont et l'autre en aval de la STEP en sortie des lits de roseaux.

- \* l'accessibilité de ces points de prélèvements facilitant ainsi les interventions d'organismes extérieurs en toute sécurité.

Les points de prélèvements sont donc conformes à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection demande à l'exploitant de:**

- mettre en place une méthode de prélèvement et d'analyse du cuivre conforme au II de l'article 58 de l'AM du 2/2/1998 ainsi qu'à l'article 63 de l'AMPG du 14/01/2011)

- lui indiquer la méthode retenue et de lui communiquer les résultats obtenus sur les 6 premiers mois d'analyse

- lui transmettre une analyse des teneurs en Cuivre des boues de la STEP interne de traitement des vinasses et lui indiquer la filière de traitement retenue

- lui transmettre tous les ans le rapport annuel de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses

- établir et lui transmettre avant le 31/12/2026 un bilan basé sur le retour d'expérience des 10 premières années d'exploitation de la STEP et d'irrigation de la peupleraie.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

#### N° 8 : Irrigation des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 7.2.4 et 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Épandage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'irrigation est autorisée toute l'année avec une prépondérance de rejet à réaliser lors de période de déficit hydrique (entre mai et septembre)...</p> <p>...Un cahier d'enregistrement des pratiques est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un bilan agronomique est réalisé à la fin de chaque campagne de recyclage et transmis à l'inspection des installations classées...</p> <p>...Un plan d'épandage est préalablement fourni à l'inspection des installations classées selon les modalités de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011. Ce plan est fourni aux services de la préfecture au minimum trois mois avant le début d'épandage...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>* <u>Concernant l'irrigation des effluents:</u></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection irriguer toute l'année mais avec une prépondérance entre les mois de mai et septembre en période de déficit hydrique.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le cahier d'enregistrement des pratiques d'irrigation au motif que ce cahier est tenu et détenu par la société SAVEA.</p> <p>L'exploitant informe, en outre, l'inspection n'avoir jamais réalisé, à la fin de chaque campagne de recyclage, un bilan agronomique.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant de son obligation de lui transmettre tous les ans ce bilan.</p> <p>* <u>Concernant le plan d'épandage:</u></p> <p>L'exploitant informe l'inspection de l'existence d'un logiciel, géré et détenu par la société SAVEA, établissant un historique des rejets de la STEP et servant par conséquent de plan d'épandage.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas été en mesure de présenter à l'inspection ce plan d'épandage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>L'inspection demande à l'exploitant de:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- détenir sur site le plan d'épandage et de lui en communiquer une copie</li> <li>- détenir sur site le cahier d'enregistrement des pratiques d'irrigation et de lui en communiquer une copie</li> <li>- réaliser chaque année un bilan agronomique</li> <li>- lui transmettre le bilan agronomique de l'année 2025 ainsi que celui des années suivantes</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Accès et contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.1.2 et 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, par une clôture...  Au moins deux accès de secours sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention...
<b>Constats :</b>  <u>L'inspection a constaté les éléments suivants:</u> - le site est clôturé sur sa périphérie. - présence de 2 accès pour les engins de secours accessibles depuis l'extérieur du site - fermeture à clef des chais en dehors des interventions liées aux opérations de transfert.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Pompes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pompes
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des chais, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55...
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté la présence d'une seule pompe de marque CAZAUX au chai A3. Cependant, il lui a été impossible de voir le marquage IP sur cette pompe. L'inspection rappelle à l'exploitant que cette dernière doit être IP 55.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier du marquage IP 55 de la pompe CAZAUX située au sein du chai A3. A défaut, le remplacement de cette pompe devra être réalisé par une pompe conforme IP 55.

Plus généralement, l'exploitant justifie que les pompes dédiées au transfert d'alcools sont bien toutes IP 55 sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 11 : Comportement au feu des chais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>I. Réaction au feu</u> Tous les chais présentent des caractéristiques d'isolant sous-plafond de classe A2s1d0. Les sols de ces chais sont en matériaux incombustibles.</p> <p><u>II. Résistance au feu</u> ...Les percements ou ouvertures effectués dans les murs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.</p> <p><u>III. Charpentes, toitures et couvertures de toiture</u> ...Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe B<sub>ROOF</sub> (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1). Les éléments du plafond et/ou le faux plafond et d'isolation sont en matériaux de classe A2s1d0 ou Bs2d1.</p> <p><u>IV. Ouvertures / issues</u> Les portes extérieures de tous les chais sont E 30 (pare-flammes degré une demi-heure) à l'exception des chais existants. De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement vers l'extérieur de liquides enflammés ou non...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les chais "Est" et "Ouest" ne sont pas construits. Seuls les chais existants (A1, A2, A3, A4, A6, D2-A, D2-B, D9, 03/04, 05 et 06) ont donc fait l'objet de l'inspection.</p> <p>La totalité de ces chais dispose d'un sol en terre battue à l'exception des chais D2-A, D2-B et A2 dont le sol est en ciment. Le sol de ces chais est donc en matériaux incombustibles.</p> <p>En outre, ils sont tous dotés d'une charpente en bois à l'exception du chai A4 qui bénéficie d'une charpente métallique. Les toitures et couvertures des toitures desdits chais sont ainsi réputés répondre à la classe B<sub>ROOF</sub> (t3).</p> <p><u>En outre</u>, les portes extérieures de l'ensemble des chais sont en bois ou en métal très fin. Ces dernières ne sont donc pas E 30 (pare-flammes degré une demi-heure) mais l'arrêté</p>

<p>préfectoral du 20/01/2025 exclut les chais existants de cette obligation. Ces portes sont équipés d'un seuil évitant tout écoulement vers l'extérieur de liquides inflammés ou non.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection invite fortement l'exploitant à établir une démarche d'amélioration du degré pare-flammes des portes extérieures de l'ensemble des chais existants afin qu'elles soient E 30. L'inspection demande dès lors à l'exploitant de lui communiquer son programme prévisionnel d'actions en ce sens.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 12 : Événements réservoirs métalliques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.3.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Événements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les cuves en inox de stockage d'alcool de bouche situées au sein des chais A6, D9, 03-04, D2-B, A3 et D2-A sont toutes dotées d'événements et semblent correctement dimensionnés. Cependant, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier à l'inspection du bon dimensionnement de ces événements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier du bon dimensionnement des événements des cuves en inox servant au stockage d'alcool de bouche. À défaut d'un bon dimensionnement, l'exploitant procède à la modélisation des phénomènes dangereux de pressurisation des cuves concernées et met en œuvre les mesures de maîtrise du risque en cas de besoin pour conserver un risque jugé acceptable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 13 : Capacités de rétentions particulières des chais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.4.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
...Les chais 06, A1, A2, A3 et A4 sont associés à une capacité de rétention interne dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité totale des réservoirs associés, soit :		
Désignation	QSP Max (m³)	Obligation de rétention (m³)
Chai 06	65	65
Chai A1	151	151
Chai A2	136	136
Chai A3	140	140
Chai A4*	140	140
Chai est	500	750
Chai ouest	500	750

\* La rétention du chai A4 est portée à 140 m³ *dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté* de sorte à garantir une capacité de confinement équivalente à 100 % de la QSP.

**Constats :**		
Les chais "Est" et "Ouest" n'étant pas construits, l'inspection a centré sa visite sur les chais 06, A1, A2, A3 et A4		
L'inspection a constaté que ces chais sont associés à une capacité de rétention interne de:		
- Chai 06: 65 m³		
- Chai A1: 151 m³		
- Chai A2: 136 m³		
- Chai A3: 140 m³		
et, ce, conformément à l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.		
Néanmoins, la rétention du chai A4 devait être portée de 130 m³ à 140 m³ afin de garantir une capacité de confinement équivalente à 100% de la QSP.		
Or, à date, aucun travaux n'a été effectué en ce sens.		
Pour rappel, la rétention du chai A4 devait être portée à 140 m³ dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.		
L'exploitant indique cependant que le stock détenu actuellement dans ce chai est de 72,64 m³. Au jour de l'inspection, la capacité de rétention du chai A4 de 130 m³ était suffisante.		

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**L'inspection demande à l'exploitant:

- soit de procéder à la réalisation des travaux portant la capacité de rétention à 140 m<sup>3</sup> au sein du chai A4.

Un document justifiant de la mise en conformité de ce chai devra être transmis à l'inspection.

- soit de diminuer de façon perenne la QSP de 10 m<sup>3</sup>(c'est-à-dire stocker au plus 130 m<sup>3</sup>) le stock détenu actuellement dans ce chai étant de 72,64 m<sup>3</sup>.

Un document attestant de l'engagement de l'exploitant à procéder à cette diminution devra être transmis à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 14 : Ressources en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 6.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une ou plusieurs réserves d'eau totalisant un volume minimal requis pour la défense incendie, accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours ; ces réserves ont chacune une capacité minimale réellement utilisable de 120 m<sup>3</sup> ; elles sont dotées de plates-formes d'aspiration permettant d'accueillir au moins un engin de secours par tranche de 120 m<sup>3</sup> de capacité. Sont autorisées 2 réserves incendie : une réserve autour des chais « est » et « ouest » d'un volume de 1 250 m<sup>3</sup> et 5 aires de pompage pour le SDIS et une réserve au sud des chais A1 et A4 d'un volume de 350 m<sup>3</sup> et 3 aires de pompage pour le SDIS ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment à proximité de chaque aire de chargement et de déchargement et dans chaque chai de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m : chaque distillerie et chaque chai est doté d'au moins 2 extincteurs portatifs chacun d'une puissance maximale de 144 B et d'un extincteur sur roue de 50 kg ;
- pour chaque chai de stockage d'alcools de TAV > 40 % vol. : au moins deux robinets d'incendie armés équipés en dispositif à mousse (dits PIA) avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées.
- ou, à défaut, d'au moins deux extincteurs sur roue de 50 kg par chai et positionnés de sorte à pouvoir attaquer un feu par deux directions opposés ;
- de dispositifs appelés colonnes sèches pour le chai ouest. Les raccords d'alimentation des colonnes sèches doivent être normalisés pour les engins du SDIS et placés en des endroits facilement accessibles aux sapeurs pompiers, sur la façade la plus proche des bouches ou poteaux d'incendie. Ils doivent être signalés et une pancarte doit indiquer l'escalier ou le dispositif d'accès desservi. Sauf cas particulier, le regroupement de ces raccords

d'alimentation est interdit. Le dispositif d'alimentation de chaque colonne (réservoir en charge, surpresseur, pompe, etc.) doit assurer en permanence, pendant le temps requis pour la stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum d'une heure, un débit horaire de 60 mètres cubes sous une pression statique comprise entre 4,5 bars et 8,5 bars. Une réserve d'eau et d'émulseur est disponible pour les pompiers ; les capacités / volumes doivent être suffisants et l'exploitant est en mesure de les justifier

- tout engin mécanique se déplaçant à l'intérieur des chais est doté d'un extincteur portatif, soit à CO<sub>2</sub>, soit à poudre polyvalente ;
- L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie.

#### Constats :

En l'absence de construction des chais "Est" et "Ouest", l'exploitant n'a pas doté son site des 2 réserves incendie prévues dans l'arrêté préfectoral du 20/01/2025 à savoir:

- 1 bassin de 1250 m<sup>3</sup> autour des chais "est" et "ouest"

- 1 bassin de 350 m<sup>3</sup> à l'arrière des chais A1 et A4; ce dernier venant compenser la réduction de l'unique bassin du site de 2500 m<sup>3</sup>.

A date, le site est donc doté d'une réserve incendie de 2500 m<sup>3</sup> à l'identique des prescriptions antérieures à l'arrêté préfectoral du 20/01/2025.

La ressource en eau pour la défense contre l'incendie est suffisante et sera revue lors de la construction des chais Est et Ouest ultérieurement.

L'inspection constate, en outre, un nombre d'extincteur correctement dimensionné et réparti sur le site et au sein des chais.

Aucun RIA ni colonne sèche n'ont été mis en place du fait de la non construction des chais "Est" et "Ouest".

Enfin, aucun engin mécanique ne se déplace à l'intérieur des chais.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Aire de chargement/déchargement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2025, article 1.2.4 et 6.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aire de chargement/déchargement

#### Prescription contrôlée :

4 aires de chargement / déchargement des camions-citernes	3 aires déjà Implantées et une nouvelle aire de dépotage à construire pour les 2 nouveaux chais. Chaque aire est associée à une capacité de rétention interne d'au moins 30 m <sup>3</sup> et équipées d'une prise de mise à la terre.
---	---

Les aires de chargement et déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation des chais.

<p>Les déversements accidentels sur les aires sont collectés et canalisés vers une capacité de rétention déportée d'au moins 30 m<sup>3</sup>. L'exploitant s'assure de la disponibilité effective de cette capacité de rétention avant toute opération de chargement ou déchargement (absence d'eaux pluviales notamment).</p> <p>Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion-citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage. Les opérations de chargement / déchargement de camion-citerne ne peuvent intervenir qu'après mise en œuvre de cette liaison.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de 3 aires de chargement/déchargement. La construction des nouveaux chais "Est" et "Ouest" n'ayant pas été faite, la 4<sup>ème</sup> aire de dépotage prévue pour ces derniers n'a pas non plus été aménagée.</p> <p><u>Les 3 aires de dépotage existants présentent les caractéristiques suivantes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence de matérialisation au sol desdites aires pour en délimiter visuellement l'emprise</li> <li>- associées à une cuvette de rétention étanche mais l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la capacité de cette cuvette; pour rappel, l'arrêté préfectoral du 20/01/2025 prescrit une cuvette d'au moins 30 m<sup>3</sup> pour chacune des aires.</li> <li>- équipées d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion, le tuyau de dépotage et les installations de stockage</li> <li>- absence de consigne chargement/déchargement des camions affichée à proximité de l'aire de dépotage.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>L'inspection demande à l'exploitant de:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder à la matérialisation au sol des 3 aires de chargement/déchargement</li> <li>- lui justifier de la capacité de 30 m<sup>3</sup> minimum de la cuvette de rétention</li> <li>- procéder à l'affichage des consignes de chargement/déchargement d'alcools par camions sur les 3 aires de dépotage</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 16 : Local distillateur

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article II art 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, local de vie distillateur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Local de vie du distillateur</u> : le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte EI 30 et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local de vie des distillateurs est situé à l'entrée de la distillerie 1.</p>



Ce local est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte en bois vitrée et dotée de seuil.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du caractère EI30 de cette porte.

En outre, le mur séparant le bureau de la distillerie est par ailleurs équipée d'une baie vitrée dont le caractère coupe-feu doit également être précisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de:

- lui justifier que la porte en bois vitrée séparant le local de vie du distillateur est EI30.

À défaut, il convient de la remplacer.

- lui justifier que le mur et la baie vitrée de séparation entre la distillerie et le bureau du distillateur sont bien du requis coupe-feu attendu (EI20).

Dans la négative, les travaux de mise en conformité sont à réaliser suivant un échéancier raisonnable pour renforcer le degré CF de la baie vitrée pour tenir a minima 30 minutes au feu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois